Ute Meyenberg

La transition juste : définitions et usages

L'idée de la transition juste est apparue aux Etats-Unis dans les années 60 quand des mouvements pacifistes commençaient à penser que l'économie keynésienne de guerre ne pouvait fonctionner éternellement et l'idée d'une reconversion de l'industrie devenait part du mouvement pour la paix.

Ute Meyenberg est secrétaire nationale de la CFDT Cadres, vice-présidente d'Eurocadres.

Toni Mazocchi, dirigeant du syndicat américain OCAW (pétrole, chimie et nucléaire) était conscient que le désarmement pouvait détruire des emplois. Un programme de réintégration (GI Bill) permettait aux vétérans de recevoir un « living wage[1] » pendant 4 ans et de faire des études. Contribuant activement au mouvement pacifiste, Mazocchi préconisait un soutien similaire aux travailleurs dont les emplois étaient menacés par le désarmement dans les années 70. Conscient que le réchauffement climatique et les lois environnementales pouvaient avoir des effets similaires (de reconversion industrielle) dans les années 90, il établit des alliances avec des ONG afin de réduire l'utilisation des produits toxiques dans la production tout en trou-

1- Terme remplacé par « adequate wage » ou « salaire décent » par les normes européennes de durabilité mais qui font référence à des lignes directrices qui mentionnent la « living wage ».

504.indd 21 18/04/2025 15:13:26

vant des soutiens pour les travailleurs. En même temps, il dénonçait le fait que des fonds étaient utilisés pour réduire la pollution, mais rien n'était fait pour les travailleurs. Dans un discours de 1993, il soutient que « *payer des gens pour qu'ils passent d'un type d'économie – d'un type d'emploi – à un autre n'est pas de l'aide sociale. Ceux qui travaillent quotidiennement avec des matériaux toxiques afin de fournir au monde l'énergie et les matériaux dont il a besoin méritent un coup de main pour prendre un nouveau départ dans la vie* »[2].

L'idée de la transition juste a été reprise par la Confédération syndicale internationale (CSI), dès 2000 et portée par elle dans les débats internationaux de la COP15 de 2009 à Copenhague. Pour la CSI, qui représente 170 millions de membres, une transition juste assure l'avenir et la subsistance des travailleurs et travailleuses et de leurs communautés lors de la transition vers une économie à faible émission de carbone. Un plan pour une transition juste prévoit et garantit des emplois meilleurs et décents, davantage de possibilités de formation et une plus grande sécurité d'emploi pour tous les travailleurs et travailleuses affectés par les politiques en matière de réchauffement global et de changement climatique.

Lorsque L'Organisation internationale du Travail (OIT) publie ses « Principes directeurs pour une transition juste » en 2015, elle les définit comme « *une économie verte d'une manière aussi juste et inclusive autant que possible pour toutes les personnes concernées, en créant des opportunités de travail décent et ne laisser personne de côté* ». Il faut « *rendre l'économie plus verte d'une manière qui soit aussi équitable et inclusive que possible pour toutes les personnes concernées, en créant des opportunités de travail décent et en ne laissant personne de côté* »[3].

Dans l'Accord de Paris de la même année, ce concept est défini ainsi : « *Tenant compte des impératifs d'une transi-*

2- www.labor4sustainability.org/uncategorized/just-transition-just-what-is-it/
3- Principes directeurs pour une transition juste vers des économies et des sociétés écologiquement durables pour tous, OIT, 2015

504.indd 22 18/04/2025 15:13:26

tion juste pour la population active et de la création d'emplois décents et de qualité conformément aux priorités de développement définies au niveau national. »

Le Pacte vert européen, vaste plan stratégique de la Commission européenne pour accompagner la transition climatique mis en place en 2019, ne définit pas la « transition juste » en tant que telle, mais il fait référence aux investissements et au soutien visant à « *fournir des solutions abordables aux personnes touchées par les politiques de tarification du carbone… ainsi que des mesures pour lutter contre la pauvreté énergétique et promouvoir la reconversion* »[4]. Aborder les problèmes des régions et des secteurs les plus touchés par la transition en raison de leur dépendance aux combustibles fossiles ou aux processus à forte intensité de carbone et veiller à ce que personne ne soit laissé pour compte sont des aspects d'une transition juste. Le Pacte vert européen intègre ces éléments à travers le Socle des droits sociaux européens, 20 principes adoptés en 2017 à Göteborg après que la grande crise financière a mis à l'arrêt la politique sociale. Il est réparti en trois grandes parties : égalité des chances et accès au marché du travail, conditions de travail équitables et protection sociale et inclusion sociale. Non contraignant juridiquement, un certain nombre de directives qui déclinent ses principes ont vu le jour depuis. Par ailleurs, le Pacte vert prévoit des fonds de transition, la mise en place d'un plan ambitieux de financement à travers la stratégie de financement de la transition mise en œuvre dès 2018 et de nombreux programmes de soutien des régions, de programmes de formation et d'études (Eurofound, Agence européenne de l'énergie, CEDEFOP). Toutes ces agences ont commencé des travaux par rapport à la prise en compte des répercussions sociales de la transition climatique.

Pour la CSI, qui représente 170 millions de membres, une transition juste assure l'avenir et la subsistance des travailleurs et travailleuses et de leurs communautés lors de la transition vers une économie à faible émission de carbone.

La Confédération européenne des syndicats [5] reprend l'idée de la transition juste dès 2000 en posant des ja-

4- European Commission (2019b), The European Green Deal, COM(2019)640 final, Brussels

5- Bianca Luna Fabris et Philippe Pochet ; La Confédération européenne des syndicats et la transition juste, Décembre 2023, Ires N° 184.

504.indd 23 18/04/2025 15:13:26

lons concrets. Cependant, suite à la crise financière de 2007/2008, la thématique a été reléguée au second rang pour être reprise dès 2015. A la proclamation du Pacte vert européen en 2019, le plan stratégique visant à promouvoir une croissance durable et neutre d'un point de vue climat, la CES adopte une stratégie détaillée en 6 points qui intègrent les éléments du Green Deal. Les propositions de 2020 sont ainsi :

1/ La présence de mécanismes de solidarité pour soutenir les secteurs et régions les plus vulnérables et les plus touchés ;
2/ Des programmes de protection sociale et de formation adéquats pour accompagner les travailleurs dans leur transition :
3/ Le développement des économies locales et la diversification des activités ;
4/ Des évaluations rigoureuses de l'impact socio-économique et des stratégies détaillées à long terme pour anticiper les changements ;
5/ Un dialogue social efficace et une forte participation des travailleurs à toutes les étapes du processus ;
6/ La disponibilité des moyens financiers.

Les fédérations syndicales européennes, quant à elles, adoptent des stratégies spécifiques selon l'industrie qu'ils représentent : Pour l'EFFAT, la fédération européenne des syndicats de l'agriculture, l'alimentation et du tourisme, la transition doit être une opportunité pour créer des emplois de qualité et stables. Elle porte son intérêt sur les vagues de chaleur. Pour IndustriAll[6], la transition implique un remodelage de l'industrie équitable et inclusive et rappelle la nécessité d'impliquer les travailleurs. La Fédération européenne des syndicats du service public, EPSU, met l'accent sur l'importance des services publics et des biens communs et réfléchit sur des stratégies post-croissance. Dans le transport aérien et routier, l'ETF revendique une amélioration des conditions de travail des chauffeurs de route et d'une aviation durable.

6- https://www.industriall-union.org/what-we-do/just-transition

504.indd 24 18/04/2025 15:13:26

On voit donc différentes définitions des mots « transition juste » et des approches différentes selon le secteur et l'industrie, cependant, toutes renvoient à une certaine justice sociale dans la transition écologique et notamment d'une prise en compte du dialogue social et du rôle clé des partenaires sociaux. Dans certaines publications, notamment de l'Eurofound, la définition a été élargie à une dimension sociale plus générale, allant au-delà des seuls besoins des travailleurs, mais aussi des familles et de la société.

Les syndicats européens et la transition juste : une alliance pas toujours évidente

Les réactions par rapport au changement climatique génèrent des comportements hétérogènes, selon le pays, la région et des secteur industriels, car les équipes syndicales et les travailleurs qu'ils représentent ils ne sont pas impactés de la même manière.

A la proclamation du Pacte vert européen en 2019, le plan stratégique visant à promouvoir une croissance durable et neutre d'un point de vue climat, la CES adopte une stratégie détaillée en 6 points qui intègrent les éléments du Green Deal.

Le rapport de l'IRES sur « *Les syndicats face aux défis environnementaux* » de décembre 2023 donne quelques exemples de stratégies syndicales par rapport à l'environnement et leur évolution. Dans la mesure ou la production industrielle apportait du confort matériel, de l'emploi et de la reconnaissance et comme les salariés dépendent à court terme du succès économique de leur entreprise, l'abandon de certaines productions, même polluantes ou très carbonisées peuvent se heurter à une résistance de la part des syndicats. Cet « engrenage de la production » produit deux sortes de stratégies : le déni (négation de la réalité des problèmes) ou le freinage (atténuation de politiques publiques). Ainsi, lors de la COP24 à Katowice en Pologne, Solidarnosc publie un communiqué avec un think tank critiquant les affirmations du GIEC. Les mineurs polonais, bien payés, n'ont surtout pas envie de perdre leurs emplois alors que le Green Deal européen tend à une réduction de la production de charbon. En Belgique, en revanche, très récemment (2022/23) les syndicats ont agi avec la stratégie de freinage pour réduire l'impact du permis d'environnement qui risquait à terme de mettre fin à l'activité de l'aéroport de fret de Liège. Suite aux

504.indd 25 18/04/2025 15:13:26

mobilisations syndicales régionales, le gouvernement a dû accepter de réviser ce permis afin de le rendre plus laxiste d'un point de vue environnemental et de favoriser l'emploi, en dépit des nuisances évoquées par les riverains. En Allemagne, les politiques publiques environnementales datent des années 1970. Cependant depuis les années 2000, ce rôle précurseur est devenu plus ambigu, notamment au niveau de la politique climatique. Le secteur de l'énergie est le principal émetteur de gaz à effet de serre (GES), l'industrie lourde est énergivore et les transports automobiles polluent énormément. L'engagement syndical fluctue en fonction des cycles économiques : lorsque la croissance s'affaiblit, les syndicats vont sur la sauvegarde de l'emploi. Cependant, le DGB assume désormais un soutien proactif aux politiques de transformation de l'industrie. En Argentine, le développement productif relègue au second plan la question environnementale, l'Australie est ambigüe. Les syndicats canadiens, pays avec un fort taux d'industries polluantes, sont en faveur de politiques de transition juste. Et la situation aux Etats Unis, pays qui a forgé le terme de transition juste, la situation reste complexe, opposant le gouvernement fédéral, les initiatives des Etats et les syndicats de branche et de métier avec le dilemme emploi *versus* environnement au centre du débat.

L'action syndicale est à la fois « *freinée par des obstacles structurels liés à la subordination salariale et donc du risque de perte d'emplois* », tout en étant « *stimulée par la conscience pour la santé des travailleurs* »[7]. Et certes, il est plus facile pour les centrales syndicales, qu'elles soient internationales, européennes ou nationales, de développer des stratégies pro-environnementales tant qu'elles sont éloignées de la base. Mais en même temps, il ne faut pas oublier que ces mêmes structures portent des intérêts sociétaux plus larges que la protection des intérêts de leurs membres.

7- Thomas Courtrot et Cristina Nizzoli, Du déni à la justice environnementale : diversité des stratégies syndicales, Décembre 2023, Ires N° 184

504.indd 26 18/04/2025 15:13:26

Et en France ?

Différentes lois ont donné des prérogatives au sujet de l'environnement aux syndicats français dès 2019. L'étude « *Quelles pratiques pour le dialogue social en entreprise sur la transition écologique ?* » effectuée par Syndex et la CFDT en octobre 2023 donne une bonne synthèse des pratiques françaises. Si aucune centrale occulte complètement la transition écologique, la CFDT et la CGT sont les plus actifs dans le domaine.

Impliquée dans le Grenelle de l'environnement (2007) la CFDT intègre en 2014 explicitement dans ses statuts « *le respect de l'environnement et de la biodiversité* » et le constat que le monde globalisé « *repose sur un mode de développement qui provoque la dégradation de l'environnement, du climat et l'épuisement des ressources naturelles* ». Lors de son 49e congrès en 2018, elle identifie le réchauffement climatique comme l'un des trois défis majeurs pour nos sociétés, avec la révolution numérique et le vieillissement démographique et fait de la transition écologique juste une priorité d'action syndicale en tant que telle en 2022. Membre fondateur du Pacte du pouvoir de vivre en 2019 qui réunit plus de 60 organisations agissant dans la protection de l'environnement, la lutte contre la pauvreté, le soutien aux migrants, le monde étudiant, le monde du travail, l'éducation populaire, la citoyenneté, l'économie sociale et solidaire et la mutualité cette initiative, créé à la suite du mouvement des gilets jaunes, formule 90 propositions pour réconcilier transition écologique et justice sociale.

L'action syndicale est à la fois freinée par des obstacles structurels liés à la subordination salariale et donc du risque de perte d'emplois, tout en étant « stimulée par la conscience pour la santé des travailleurs.

504.indd 27 18/04/2025 15:13:26

Les cadres au cœur des transitions justes

2 jours de débats du comité national CFDT Cadres à regarder sur www.youtube.com/CFDTCadres.

Ouverture : Laurent Dumanche (secrétaire général CFDT Cadres)

Les transitions justes : concepts et réalités : Ute Meyenberg (secrétaire nationale CFDT Cadres)

La transition juste entre prescrit et réel : le cas de la filière automobile **:** Caroline Cohen (directrice Compétences, Emploi et Formation, Plateforme française de l'automobile), Frédéric Mercier (secrétaire de section CFDT Renault), Dominique Toussaint (CFDT Grand Est), animé par Jean-Marie Robert (secrétaire national CFDT Cadres)

Réindustrialiser la France ? Olivier Lluansi (Professeur de Chaire au CNAM)

Emploi, métiers et compétences : peut-on anticiper les impacts ? Hassan Mohamed (secrétaire régional en charge de l'emploi, CFDT Île-de-France), Pierre Lamblin (directeur des Données et Etudes, APEC), Arnaud Muret (directeur général OPCO EP), animé par Ute Meyenberg (secrétaire national CFDT Cadres)

Santé mondiale : une nouvelle approche des questions de santé : Stéphanie Tchiombiano (maitresse de conférences associée Paris 1 Panthéon-Sorbonne et membre de l'Institut des mondes africains)

Santé, climat, management : quels leviers pour atténuer le changement climatique ? Vincent Mandinaud (chargé d'études, ANACT), Corinne Guillemin (directrice Innovations et Services Santé & Prévoyance AXA), Mathieu Hetzer (président du Centre des jeunes dirigeants), animée par Véronique Batoul Diop (membre de l'exécutif SNPDOS)

Clôture participative : Laurent Dumanche (secrétaire général CFDT Cadres)**,** Isabelle Lavigne, (CFDT FEAE), Olivier Brun, (CFDT AURA), Philippe Pascual (CFDT Île-de-France).

504.indd 28 18/04/2025 15:13:26